



FACTUM,

POUR Dom Michel Proffit Prestre, Religieux
Profés, & Sacristain du Prieuré de Tour
sur Marne, Demandeur;

Et encore, pour Dom Claude du Fresne Prestre,
Religieux & Procureur General de l'Ordre
de Cluny, Intimé.

13 CONTRE M. Michel Landrien, Prieur
Commendataire du Prieuré de Tour sur
Marne, Apellant comme d'abus, & Defen-
deur.



A demande est, à ce que Landrien soit condamné
de payer une portion Monacalle de trois cens
livres, suivant les Chapîtres Generaux de l'Ordre
de Cluny.

L'apel comme d'abus, est d'une Ordonnance qui porte
qu'il sera envoyé des Religieux dans le Prieuré de Tour sur
Marne, comme estant un Prieuré Conventuel.

De sorte que toute la contestation se partage d'elle-mesme
en deux points qui regardent deux parries differentes.

1. La portion Monacalle qui regarde Dom Michel
Proffit.

2. L'apel comme d'abus qui regarde Dom Claude du
Fresne en sa qualité de Procureur General de l'Ordre de
Cluny.

Portion Monacalle.

Landrien ne conteste plus à Dom Michel Proffit

A

20
E. 4. 1101. 7m. 1753

le payement de sa portion Monacalle ; mais il a prétendu dans ses contredits que la Sacristie a deux sortes de revenus.

Les uns qui sont absolument des revenus de cette Sacristie.

Il consent que Dom Michel Proffit en jouisse, en faisant ce qu'un Sacristain doit faire.

Les autres qui ne sont pas des revenus de la Sacristie, mais des revenus qui ont été donnez par les Prieurs, à la charge d'aquiter par les Sacristains le service du Prieuré.

A l'égard de ces sortes de biens, Landrieu prétend qu'il y a lieu de les imputer sur la menſe ; en sorte qu'il ne doit qu'un supplément jusques à trois cens livres.

Pour ce prétendu supplément, il a offert par une Requête expresse cent livres, ou telle autre somme qu'il plaira au Conseil.

Depuis, Landrieu, qui ne se pique pas d'estre d'accord avec luy-mesme, a prétendu que tous les revenus généralement de la Sacristie devoient estre imputez sur la menſe, comme ayant été donnez pour le service du Prieuré ; s'il a dit le contraire, il répond en propres termes qu'il se dédit : Qu'elle foy peut-on ajoûter aux paroles d'un homme de ce caractère ?

Mais enfin tout ce qu'il s'agit de ſçavoir est, si les revenus de la Sacristie ne sont pas les revenus de la Sacristie, mais si ce sont des revenus du Prieuré, dont les Sacristains ne jouissoient qu'à condition d'aquiter le service du Prieur.

Cette question n'est constamment plus une question, c'est une chose jugée par un Arrest du Conseil du dernier Juin 1642.

Le Prieur nommé Mulot qui est le predecesseur immediat, le résignant, & l'Oncle de Landrieu avoit affirmé les biens dépendans de la Sacristie, & son Fermier estoit en possession.

Procès par le Sacristain nommé Marlot ; le Fermier de ce Sacristain estoit en cause, ils demandoient principalement tous deux la restitution des fruits.

Mulot Prieur soutenoit, tout ce que Landrieu soutient aujourd'huy.

Il soutenoit que tous les biens en question estoient des biens du Prieuré, que les Prieurs en avoient laissé jouir les Sacristains à condition qu'ils feroient le service duquel ces Prieurs estoient tenus : il dit mesme dans l'Arrest, fol. 11. V. *Que Marlot n'avoit jamais fait de residence, fonction, ny service pour luy donner en consideration d'iceux la jouissance desdits droitz & heritages, n'estant raisonnable qu'il en jouisse sans faire aucun service; en consequence il demande d'estre déchargé des conclusions de Marlot & de son Fermier.*

Il y a plus, il fait ce que Landrieu n'oseroit faire dans la presente Instance, il entreprend de saper la chose par le fondement, il soutient que la Sacristie n'est point un titre de Benefice, n'est point un Office claustral, mais que c'est une nouveauté qui s'est introduite, *par ce que le Peuple donnoit le nom de Sacristain à celui qui faisoit le service du Prieur.*

Marlot ne manque pas de réponses à ces pretentions, il les traite toutes, de suppositions, de chimeres, de fantaisies; dans l'Arrest fol. 5. V. Il dit, *Que la Sacristie a son revenu temporel consistant en maison, terres, bois, Dismes, & autres revenus pleinement specifiez par les baux, dont les titulaires ont toujours jouy paisiblement chasun de son temps.* Il rapporte fol. 19. V. les baux des années 1621, 1627, 1628, 1634 & 1636. il rapporte encore au mesme feüillet R. les quittances des Decimes depuis 1586. & au feüillet 15. il dit, *Que la Sacristie est un titre de Benefice, qui a des revenus particuliers distincts & entierement separés de ceux du Prieuré, comme aussi que les Dismes de là l'eau appartiennent à la Sacristie, que Mulot ne peut justifier que les Prieurs aient jamais disposé, ny du titre ny du revenu, ou partie d'iceluy, que ce revenu ne leur a jamais appartenu, & qu'il ne dépend point du Prieuré.*

Que prononce l'Arrest du Conseil ? Il maintient Marlot dans la possession & jouissance de la Sacristie du Prieuré de Tout sur Marne, *fruits, profits, revenus, & émolumens d'icelle, mesme des maison, bois, Isles, & Dismes, appellées de là l'eau, domaines & heritages mentionnez dans le dernier Bail du 17. Septembre 1639.* & il condamne Mulot à la restitution des fruits depuis ce Bail.

Donc, Sacristie qui est un titre de Benefice, qui est un Office claustral, Office claustral, titre de Benefice, qui a ses revenus dans lesquels Marlot est maintenu, de mesme que dans la

4

Sacristie, nulle condition, nulle charge à l'égard de ces revenus, la maintenue est pure & simple, & elle ne l'auroit pas été sans doute dans l'estat des contestations, s'il eust été véritable que ces mêmes revenus eussent été chargez du service du Prieuré.

Mais ce qui tranche, ce qui decide, ce qui est invincible, Marlot Sacristain n'a point fait de service, de fonction, il n'a même jamais fait de residence, (l'Objection en est positivement faite par Mulot;) cependant restitution de fruits par l'Arrest; Par conséquent, fruits qui ne sont point pour le service du Prieuré, cela n'a point reçu, & ne peut recevoir de replique.

Aussi la pretention de Landrieu ne roule que sur un Bail & deux Transactions, dans lesquelles les Sacristains se sont obligez à quelque service pour le Prieur.

Mais premierement, les deux Transactions ont été vûes dans l'Arrest de 1642. ainsi chose jugée.

D'ailleurs & en second lieu, dans les trois pieces, outre les revenus de la Sacristie, il y a des retributions particulieres que les Prieurs donnoient aux Sacristains pour leur tenir lieu de menſe : en consequence, ils faisoient le service du Prieuré, comme Dom Michel Proffit le fera en qualité de Religieux lors qu'il sera payé de sa menſe.

Tellement qu'il s'ensuit que les pieces de Landrieu ne font que contre luy-mesme. Les biens de la Sacristie estoient si peu pour le service du Prieuré, que les Prieurs pour ce service ont donné dans les temps des retributions particulieres dès qu'elles ont cessé, plus de service.

Dom Michel Proffit a produit des Baux depuis 1614. les retributions n'y sont point comprises, & il n'y est fait aussi aucune mention du service du Prieuré.

Certes, Landrieu est admirable, quand il se dédit aussi honnestement qu'il le fait, pour pretendre que tous les revenus de la Sacristie sont pour le service du Prieur; c'est à dire, qu'il voudroit bien pretendre encore, & qu'il pretend même que la Sacristie n'est pas un titre de Benefice : car enfin point de Benefice quin'ait ses revenus propres & particuliers.

C'est ainsi que l'aveuglement se reprend d'ordinaire dans les esprits injustement animez de la passion de l'interest. Landrieu ne fait point de difficulté de renouveler toutes les
contestations

5
contestations qui sont si nettement terminées, & il ne considère pas qu'il manque temerairement de respect pour les Juges toujours si équitables qui ont rendu l'Arrest contradictoire de 1642.

Le Conseil fera encore, s'il luy plaist, reflexion sur l'exécution de cet Arrest. Les Sacristains n'ont aucunement fait le service pour les Prieurs. Landrieu a produit luy-mesme une Requête du 24 Mars 1639. par laquelle le Prieur expose qu'il faisoit faire le service du Prieuré par un Chapelain, & que le Sacristain demouroit actuellement à Rheims. Dans l'Ordonnance dont est appel comme d'abus, il y a de mesme un Chapelain qui faisoit le service pour Landrieu moyennant deux cens cinquante livres par an, le Sacristain ne residoit pas, c'estoit Dom Lempereur, il estoit pour lors Procureur General de l'Ordre.

De tout cela, quelle est la consequence? La subtilité de Landrieu est aneantie, son dernier retranchement est forcé, ce n'est point un supplément de cent livres, ou de telle autre somme qu'il plaira au Conseil, c'est une portion monacalle qu'il doit toute entiere de la somme de trois cens livres, sans aucune imputation des revenus de la Sacristie, qui demeureront tous à Michel Dom Proffit uniquement pour ce qui peut estre de sa fonction de Sacristain.

L'Arrest de 1642. est une Loy qui ne laisse à Landrieu que la seule gloire d'obeir.

Appel comme d'abus.

C'EST point qui est le plus important, ne consiste que dans la question de sçavoir si le Prieuré de Tour sur Marne est, ou n'est pas conventuel.

Combien de preuves de la Conventualité!

Dans la Bibliotheque de Cluny pag. 1714. il est dit, que sans compter le Doyen, il doit y avoir deux Religieux dans le Doyenné de Tour sur Marne, & il est dit aussi que ces Religieux doivent tous les jours celebrer les Messes, & chanter Matines & Vespres, qu'ils doivent dire trente Pseaumes, qu'on doit faire une aumône generale tous les Dimanches, & qu'on la doit faire tous les jours à tous les passans.

6

Cette premiere preuve est d'autant plus puissante, qu'elle est appuyée par un Extrait du Cartulaire de Cluny, qui est entierement conforme.

D'ailleurs, il y a l'Arrest de 1642.

Il est remarquable d'abord que le Prieuré de Tour sur Marne est dans la famille de Landrieu dès 1600. il y 80. ans entiers.

Depuis ce tems on travaille dans cette famille à supprimer la conventualité dans ce Prieuré; c'est pour cela que Mulot oncle de Landrieu s'est efforcé en 1642. de supprimer jusqu'à l'Office de Sacristain. Marlot luy en fait le reproche, fol. 7. v. en ces termes : *Le procedé du Prieur est un artifice pour oster la memoire qu'il y avoit eu des Religieux qui ont esté osterz depuis peu; & comme il craint que dans quelque temps on l'oblige de recevoir les Religieux qui devroient estre necessairement audit Prieuré, il voudroit à present supprimer le Benefice de la Sacristie, & le nom de Religieux auxquels il est affecté, à l'effet d'oster la memoire des Religieux, & d'oster la connoissance de ceux qui ont toujours esté audit Prieuré.*

On trouve encore le mesme langage fol. 9. R.

Mais ce qui merite le plus de consideration, c'est qu'à cet égard le Prieur luy-mesme laisse échaper la verité fol. 14. R.

Pour prouver qu'il n'y avoit point de Sacristain dans le Prieuré, il soutient que ce Prieuré est composé du Prieur seul, auquel anciennement on pouvoit envoyer deux Moines. (Ce sont ses termes.)

Se peut-il rien de plus fort, non seulement l'Objection du Sacristain, mais l'aveu mesme du Prieur.

Le Conseil sçait la maxime. Deux ou trois Religieux composent une Conventualité, la Conventualité dont le Conseil a ordonné le rétablissement à saint Denis de la Chartre n'est que de trois Religieux. La Glose sur le Chap. *Nobis. de Iure Patronat. in verb. in Conventuali*, dit qu'il semble, qu'il faut trois Religieux; mais elle resout ce doute par le sentiment de *Nerarius*, qui decide que *in uno retinetur jus Collegij*. Le Chap. *Nullus. de elect.* est de la mesme opinion. Et la Glose *in verb. duo*, porte en termes exprés, *Quod duo faciunt Congregationem*. Dieu mesme nous apprend dans l'Evangile que si deux ou trois sont assemblez en son nom, il se trouve au milieu d'eux: ce qui nous marque qu'il n'est pas necessaire qu'il y ait un si grand nombre de personnes pour le louer, & pour luy rendre le culte qui luy est dû.

Mais l'Arrest de 1642. maintient Marlot dans la Sacristie. C'est encore un grand argument, voila un Office Claustral, point d'Office Claustral que dans les Prieurez Conventuels; **Leterme** (d'Office Claustral) l'emporte jusques là, que dans les Tribunaux où l'on estime que la Conventualité se peut prescrire, un seul Office Claustral qui subsiste prouve cette Conventualité, & en empesche la prescription. Mr Louet sur le num. 440. du Comment. de du Moulin, *Ad Reg. de publicand.*

Donc pour se reduire en cet endroit sur tout ce qui a déjà esté observé, Conventualité jugée par une consequence necessaire de l'Office Claustral de Sacristain, Conventualité alleguée dans l'Arrest de 1642. par le Sacristain, & reconnuë par le Prieur, Conventualité qui resulte du Cartulaire de Cluny, qui resulte de la Bibliotheque de Cluny, de toutes les circonstances de cette Bibliotheque, *deux Moines, Decano non computato*, mais le service Conventuel par ces Moines, les Messes, Matines, Vespres, 30. Pseaumes tous les jours; mais tous les jours l'aumône à tous les passans; mais l'aumône generale tous les Dimanches, quelles marques plus convaincantes de la Conventualité.

Il y a mesme une dépendance du Prieuré qui s'appelle encore aujourd'huy *le Pré des Moines*, (la preuve en est au Procez,) & Dom du Fresne a produit un Extrait d'un Bail de 1676. qui fait mention des aumônes, dont justement il est parlé dans la Bibliotheque de Cluny.

Landrieu donne des armes contre luy-mesme, il reconnoist l'Office Claustral de Sacristain, il n'ose ouvertement en contester le titre; il offre mesme une pension Monacalle decent livres, ou de telle autre somme qu'il plaira au Conseil: par consequent, outre l'Office Claustral, voilà une place de Moine, dont il tombe déjà d'accord.

Mais il faut passer plus avant, il faut remonter à la source, il faut examiner les choses jusques dans leur principe, afin d'accabler Landrieu de preuves.

Voicy quelle est l'histoire du Prieuré de Tour sur Marne.

C'estoit une Eglise dans laquelle il y avoit une Paroisse, tous les revenus de cette Eglise estoient usurpez par des Laïques qui en dispoisoient comme d'un bien patrimonial.

Il y a dans la Bibliotheque de Cluny pag. 1830. une Chartre, dans laquelle il se voit qu'un certain Manasses fils de Hugo de

Plagajotte, avoit donné à l'Abbaye de Cluny les Dîmes de Tour sur Marne, & qu'après sa mort qui fut en 1115. Rodolphe Archevesque de Rheims fit approuver la donation par les heritiers du deffunt. Voila constamment ce qui a fait la premiere fondation du Prieuré de Tour sur Marne.

En effet, dès l'année 1119. il se trouve des Lettres Patentes du Roy, pag. 576. de la Bibliotheque. Le Roy insere tous les noms des Prieurez qui dépendent de l'Abbaye de Cluny; entre ces Prieurez, celui de Tour sur Marne est compris nommément; mais entre ces Prieurez, pas un qui ne soit Conventuel: aussi le détail en est fait, *Ad preces Priorum, & Monachorum Prioratum Cluniacensium*, les Prieurs conjointement avec les Moines: par consequent, il n'estoit question que des Prieurez Conventuels.

Mais comme les choses n'estoient peut-estre pas tout-à-fait tranquilles de la part des heritiers de Manasses fils de Plagajotte, il se trouve encore dans la Bibliotheque de Cluny une Charte, pag. 1389. qui justifie que l'Archevesque de Rheims successeur de Rodolphe, travailla si utilement, qu'en l'année 1125. les Seigneurs de Plagajotte renoncerent à toutes leurs pretentions, sous la condition que l'Eglise de Tour sur Marne demeureroit aux Religieux de Cluny, qui continueroient de la posséder personnellement. *Atque jam dicti Cœnobij venerabilibus Fratribus personaliter tenendum concederem* (c'est l'Archevesque qui parle.)

Il satisfait à cette condition, & par ce moyen il confirme la fondation, où si l'on veut il fait comme une seconde fondation du Prieuré de Tour sur Marne, *Quorum justæ petitioni annuens, memoratum altare ipsi iure perpetuo personaliter possidendum contradidi cum omnibus ad ipsum pertinentibus.*

Les termes, *Personaliter tenendum, personaliter possidendum*, obligent à une residence actuelle des Religieux, laquelle marque l'establissement d'un Monastere, & par consequent une Conventualité.

Davantage, en la mesme année 1125. le mesme Archevesque fit un Reglement entre les Religieux du Prieuré de Tour sur Marne, & le Curé du mesme lieu: ce sont les termes de la rubrique de la piece qui est raportée dans un Livre, intitulé *Le droit écrit, & jugé entre les Curez primitifs, & les Vicaires perpetuels.* Il a esté imprimé pour la seconde fois en

1675. chez Bessin, la mesme piece est aussi rapportée dans la Bibliothèque de Cluny p. 1390.

Mais le Reglement répond parfaitement à la rubrique, c'est un partage des oblations entre le Curé, & les Religieux de Tour sur Marne: par tout il est fait mention des Religieux, de Tour sur Marne, *Reliqua omnia sint Monachorum, cum Monachis dividat, commoveat quod ipsis Monachis dimittat utpote in capite sanctuarii constitutis.* Le Conseil remarque que les Religieux estoient les Maistres du Chœur, les Curez primitifs, ils ont mesme par la piece precedente la presentation de la Cure.

Une observation encore sur le Reglement en question, c'est qu'il montre que ce n'estoit pas simplement dans l'année de la date, en 1125. que les Religieux de Cluny avoient esté introduits dans l'Eglise de Tour sur Marne, il est fait pour terminer un different qui duroit depuis long temps, depuis la Chartre de 1115. depuis la premiere fondation. *Noverit presentium, posterorumque solertia, diuturnam contentionem inter Presbyterum Turrensis Ecclesia, & inter Monachos Cluniacenses quorum est ipsius Ville Parochia &c.*

Une autre piece qui est encore de la mesme année 1125. est une Bulle du Pape Honoré II. Elle est dans la Bibliothèque de Cluny p. 1378.

Dans cette Bulle, il est fait (comme dans les Lettres Patentes de 1119.) un détail, & comme une liste, ou un catalogue des Benefices qui dépendent de l'Abbaye de Cluny, & ce qui ne peut estre trop pesé, est que ces Benefices sont marquez non seulement par leur noms, mais par leurs qualitez.

Les Abbayes sont au premier rang, apres quoy suivent les Prieurez Conventuels confusément avec les Obediences, les Celles, & les Paroisses, mais les Paroisses sont qualifiées (*Ecclesia*) les Celles (*Cella*) les Obediences (*Obedientia*) & à l'égard des Prieurez Conventuels, ils demeurent sans denomination particuliere, sous denomination generale de Prieuré, laquelle est immédiatement apres l'énumération des Abbayes; cela fait la distinction toute entiere.

Ainsi il n'y a qu'à lire, Tour sur Marne est au nombre des Prieurez sans estre qualifié ny d'Obedience, ny de Celle, ny d'Eglise, par consequent Prieuré Conventuel, rien de plus infailible.

Mais ce qui persuade, ce qui triomphe, ce qui enleve également, il ne faut que consulter la Table des Notes qui sont à la fin de la Bibliothèque, on y trouve *Turris super Maternam Monasterium*, surquoy la Table renvoye à la p. 160. des Notes. Il ne faut que consulter aussi la Table de la Bibliothèque, on trouve de mesme *Turris super Maternam; Monasterium Iuris Cluniacensis*, cette Table renvoye p. 1253, 1389 & 1390.

La p. 160. des Notes porte ces termes, *Apud Turrim super Maternam, Monasterium nempe Cluniacensis Iuris*. L'Auteur de cette Note renvoye, comme la Table de la Bibliothèque, aux pages 1389 & 1390. & à la marge il y a le renvoy à la p. 1253. (cela est marqué icy pour faire connoistre la liaison, & l'uniformité.)

Or à l'égard des pages 1389 & 1390. ce sont les deux premieres pieces de 1125. dont il a esté parlé. La confirmation de la fondation, ou la nouvelle fondation du Prieuré de Tour sur Marne, & le Reglement entre les Religieux & le Curé de Tour sur Marne.

Par consequent, & suivant la Note & suivant la Table de la Bibliothèque, ces deux pieces prouvent que le Prieuré de Tour sur Marne est un Monastere.

A l'égard de la p. 1253. il ne se peut rien de plus formel, *Erat penè eodem tempore in Monasterio quod in francia apud Turrim super Maternam sub Iure nostro est &c.*

A la marge il y a encore ces termes, *Erat penè eodem tempore in Monasterio quod apud Turrim super Maternam est, quidam Frater cui cura ejusdem Monasterii commissa fuerat.*

Ainsi en 1115. premiere fondation, dès 1119. Lettres Patentes du Roy, Tour sur Marne au nombre des Prieurez Conventuels.

Avant ce temps, avant 1119. & 1115. il est remarquable qu'il n'est fait aucune mention du Prieuré de Tour sur Marne, il n'y a qu'à voir page 522, 537, 569. de la Bibliothèque, ce sont trois Bulles de 1100, 1106, & 1109. mais à la page 571, il y a une Bulle de 1114, qui est l'année qui precede la Charte de 1115. Tour sur Marne dans toutes ces Bulles n'est point compris entre les Prieurez de Cluny: c'est qu'il n'estoit pas encore fondé.

Mais en 1125. trois pieces, la nouvelle fondation, ou la confirmation de la fondation. Tour sur Marne tenu person-

nellement, possédé personnellement par des Religieux de l'Ordre de Cluny. Le Reglement touchant les Oblations, entre les Religieux de Tour sur Marne & le Curé. La Bulle du Pape Honéré II. Tour sur Marne, Prieuré Conventuel, puis qu'il n'est ny *Cella*, ny *Obedientiâ*, ny *Ecclesiâ*.

Enfin sans parler davantage de la Table des Notes, & de celle de la Biblioteque, sans parler de la Note mesme, il y a la page 1125. de la Biblioteque: dans le texte & à la marge, le Prieuré de Tour sur Marne est un Monastere; qualité qui se rencontre sous Pierre le Venerable, neuvième Abbé de Cluny (c'est justement le temps des trois pieces de 1125. Tout cela joint à tant d'autres Observations, qui ont esté faites, il seroit inutile de tirer des consequences qui se tirent d'elles-mesmes.

Reste trois Objections, qui s'expedient en peu de paroles.

1. Plusieurs provisions consecutives du Prieuré de Tour sur Marne, comme d'un Prieuré non Conventuel,
2. Point de lieux reguliers subsistans, l'Eglise de Tour sur Marne, une simple Chapelle.
3. Mediocrité des Revenus.

A l'égard des deux Premieres Objections, la réponse en general, c'est que la Conventualité est imprescriptible, suivant les maximes du Conseil, on ne prescrit point contre la Loy de la fondation, contre le service de Dieu. Landrieu en est convenu luy-mesme, il ne scauroit s'en dédire.

Mais en particulier. 1°. L'expression dans les Provisions ne peut passer que pour une obreption, dont les suites pouvoient estre dangereuses: 2°. Outre la maison Prieurale qui subsiste, les lieux reguliers ne sont pas tellement détruits qu'on n'en voye encore les fondemens. (le Conseil sera éclairci de cette verité, lors qu'en déboutant Landrieu de son Appel comme d'abus, il ordonnera la visite des lieux pour statuer en suite sur leur retablissement.) Pour ce qui est de l'Eglise de Tour sur Marne, c'est une tres-grande Eglise, il y a un Chœur, une Nef, deux grandes Aîles, plusieurs Chapelles, &c.

A l'égard de la troisième Objection: Deux réponses.

1. La mediocrité du revenu, n'est point une raison pour empêcher le retablissement de la Conventualité, Arrest du Conseil du 24. Septembre 1677. qui a ordonné le retablisse-

sement de la Conventualité dans le Prieuré d'Alvart de l'Ordre de Cluny, quoy qu'on justifiast qu'il ne valoit pas plus de douze cens livres.

2. Landrieu apres avoir avancé hardiment qu'il estoit contraint de faire valoir son Prieuré par les mains, & qu'il n'en retiroit pas huit cens livres toutes charges faites, *mesme en gagnant ce qu'un Fermier pouvoit gagner*, a trouvé bon de se dedire en produisant un prétendu Bail general de l'année 1677. pour le prix de quatorze cens livres les Decimes payées, depuis il a offert dans ses écritures d'abandonner tous ses revenus moyennant quinze cens livres toutes charges faites, c'est à dire les Decimes ordinaires & extraordinaires, les portions congrües ou les gros, les reparations, les Religieux, les aumônes & toutes les autres charges payées, cela s'appelle se dedire encore & convenir de bonne foy, qu'il ne faut pas s'arrester au prétendu Bail general de 1677. mais que le Prieuré de Tour sur Marne vaut du moins quatre mille cinq cens livres de rente. Et en effet c'est ce que Dom du Fresne a prouvé nettement au procès, & il a prouvé en mesme temps la fausseté du prétendu Bail general de 1677.

En un mot, il rapporte des extraits de Baux qui ne sont pas du total des biens du Prieuré, & qui cependant montent à près de cinq mille livres, de plus entre ces Baux il y en a plusieurs qui sont faits par Landrieu depuis le prétendu Bail general de 1677. il y a deux Baux consecutifs des Dismes de 1678. & de 1679. il y a mesme un Bail en 1680. de plusieurs pieces de terre, & ce Bail pour 29. années.

En cet état, pas l'ombre mesme de la difficulté dans les deux chefs qui sont à juger.

C'est la raison pour laquelle & Dom Claude du Fresne, & Dom Michel Proffit ont tout sujet de se promettre de la Justice ordinaire du Conseil, que les conclusions qu'ils ont prises dans l'Instance leur seront ajugées avec Amende, dépens, dommages & interests.

Bisauil

Monsieur D'HAYLLEVILLE, Rapporteur.

M. DE TILIERE Avocat.

LE FEVRE, Br.